

CHAPITRE VII

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

La guerre civile en Bosnie-Herzégovine, comme toutes les guerres de ce type, n'a pas répondu en soi à la question de savoir qui avait raison et qui avait tort. Cependant, ce qui est malheureusement certain, c'est que toutes les parties engagées en ont également été les victimes. Cette guerre a eu des ramifications délétères et des effets durables qui laisseront à jamais leur empreinte sur ce qui semblait être à l'origine l'harmonieux Royaume de Yougoslavie, devenu République fédérale socialiste de Yougoslavie (RFSY). Ces deux régimes autoritaires surent maintenir l'apparence d'un pays fédéré et unifié englobant des composantes aussi différentes que les Serbes orthodoxes, les Croates catholiques, les Musulmans, les Slovènes, les Macédoniens et les Albanais vivant sur le territoire de la province autonome du Kosovo-Metohija. Ces groupes très différents, avec leurs minorités ethniques et religieuses, étaient entremêlés. Mais lorsque ce système de gouvernement a vacillé et s'est effondré, il a entraîné dans sa chute toute la structure de l'État. La fédération avait été maintenue non seulement en neutralisant toute rivalité ethnique, nationale ou religieuse, mais également en interdisant toute discussion ouverte sur ces questions, de peur que le débat ne dégénère et n'ouvre une brèche susceptible de morceler la nation, comme cela s'est produit après la mort de Tito en 1980. Des décennies de ressentiment réprimé entre les composantes de l'État yougoslave ont eu pour conséquence la perpétuation d'une intolérance mutuelle et une forme de lutte perçue comme un continuum. Par exemple, les accès d'animosité des Serbes (des accès d'animosité ont eu lieu de tous côtés) contre les Croates et les Bosniaques pendant la guerre civile en Bosnie-Herzégovine étaient liés au douloureux souvenir du génocide commis à leur encontre par le régime Oustachi de l'État indépendant de Croatie pendant la Seconde Guerre mondiale. Les Oustachis alliés des nazis avaient juré d'anéantir le peuple serbe par la conversion forcée au catholicisme et par le génocide. Ils établirent des dizaines de camps de concentration, dont ceux de Jadovno et de Jasenovac, où ils mirent en œuvre leur dessein criminel. L'essence de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine est l'interaction délétère entre ses trois principaux groupes ethniques et religieux : les Serbes orthodoxes, les Croates catholiques et les Bosniaques musulmans. Pour des raisons qui demeurent obscures, l'Europe occidentale, agissant au sein de l'OTAN sous la direction et la couverture militaire de l'administration de Bill Clinton, a décidé de se ranger au côté des Musulmans de Bosnie-Herzégovine (Bosniaques à partir de 1993), de leur fournir des armes et de justifier leur lutte pour l'indépendance. En adoptant cette politique aveugle, ils ont introduit dans l'Europe du Sud-Est deux entités politiques musulmanes (la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo) en plus de l'Albanie, établissant ainsi de façon involontaire un bastion musulman au cœur des Balkans chrétiens, avec un accès à l'Adriatique et à la mer Égée.

Les États-Unis espéraient apparemment relier les anciens États musulmans soviétiques qui se dégageaient de l'emprise russe (Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Kazakhstan, Tadjikistan et Azerbaïdjan) à la Turquie de l'ère pré-Erdogan, membre de l'OTAN et client américain, pour former un continuum musulman "modéré". Mais lorsque le radical Erdogan remporta les élections de 2002 en Turquie et délogea le gouvernement civil qui avait été le point d'ancrage de l'islam modéré que l'Occident espérait, les États-Unis s'étaient déjà profondément engagés en faveur des Balkans islamiques, que le Président turc radical s'est efforcé d'islamiser sous l'égide néo-ottomane. Quoi qu'il en soit, pour justifier leur soutien aux Musulmans dans la guerre de Bosnie, les Américains, secondés par d'autres membres de l'OTAN, ont représenté les Musulmans comme des "victimes innocentes" et les Serbes comme de "violents agresseurs" qui méritaient les bombardements et la condamnation de l'Occident. Un double jeu fut appliqué au détriment des Serbes lors des négociations. Alors qu'ils pensaient préserver leur territoire, leur souveraineté, leurs moyens militaires et leurs droits diplomatiques, les Serbes furent trahis, bombardés et stigmatisés.

Il en résulta trois récits divergents et souvent contradictoires de la guerre, chacun exaltant le rôle prétendument positif de son parti et cachant les horreurs que ses troupes, ses dirigeants et ses partisans avaient commises. L'ennemi fut accusé de tous les maux et toutes les calamités imaginables, qui furent souvent imaginés et fabriqués. En bref, toutes les parties au conflit sont coupables de crimes : oui, il y a eu Srebrenica et d'autres crimes à imputer aux Serbes, mais il n'y a pas eu moins de massacres barbares à mettre sur le compte des Musulmans et des Croates, que ce soit à Sarajevo ou ailleurs en Bosnie-Herzégovine.

La Commission d'enquête indépendante, établie par le gouvernement de la Republika Srpska pour enquêter sur les événements survenus à Sarajevo durant la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, avait pour mission de produire un rapport plus objectif sur la plupart des événements cruciaux de cette guerre complexe motivée par la haine. Aucune partie au conflit n'est créditée d'un bien qu'elle n'a pas mérité et aucune partie n'est condamnée pour un mal qu'elle n'a pas commis. Toute déclaration, affirmation ou revendication n'est mentionnée qu'après avoir été vérifiée scrupuleusement. Les rumeurs, la propagande et les accusations sans fondement ont été écartées. Dans la mesure où cela est humainement possible, seuls les éléments considérés comme des preuves "objectives" et les faits vérifiés de façon indépendante ont été inclus dans le Rapport.

Il est clair que les récits contradictoires ne visent pas seulement à créer des histoires fictives afin d'idéaliser un passé, mais aussi à orienter certaines politiques et à soutenir certaines positions et actions. Et lorsque le récit est ancré sur une base ou

une croyance religieuse, la transmission aux jeunes générations permet de transformer une fiction en un "patrimoine" solide et des mythes fabriqués en vérités historiques.

La Commission, composée d'une équipe d'experts internationaux indépendants, a été établie pour mener des recherches, en prenant soin d'écarter toute subjectivité, visant à évaluer de façon objective et impartiale les événements historiques qui se sont déroulés pendant la guerre civile en Bosnie-Herzégovine. La Commission est parvenue à des conclusions pertinentes et globales qui ont une signification cruciale et une valeur historique non seulement pour tous les citoyens de Bosnie-Herzégovine, mais aussi et surtout, pour les familles serbes qui ont subi des pertes irréparables. Ces conclusions s'inscrivent dans le contexte des politiques de réconciliation soutenues par toutes les parties, y compris les dirigeants musulmans de Sarajevo, et la communauté internationale.

Il est important de noter que la Commission rend un hommage respectueux à toutes les victimes de cet accès de sauvagerie humaine au cœur de l'Europe et qu'elle s'efforce de prévenir, dans le cadre d'une action collective des nations, la répétition d'une telle tragédie source de traumatismes physiologiques et psychologiques transgénérationnels qui ont des conséquences de grande ampleur pour les nations impliquées et l'humanité toute entière.

Nous pouvons maintenant analyser les résultats et les conséquences, intentionnelles ou non, de ce conflit. Les conséquences directes de cette guerre, qui a été fatale pour les parties directement impliquées et seulement marginale pour les étrangers qui sont intervenus sans y être invités, ont été multiples :

A. La cristallisation d'États-nations qui furent des éléments constitutifs de la Yougoslavie, à la suite de la guerre civile en Bosnie-et-Herzégovine et d'autres guerres ethniques ou religieuses dans les Balkans, a montré qu'en dépit de l'UE et des pactes politiques et économiques régionaux dans lesquels des États recherchent l'adhésion, le confort ou la sécurité, lorsque les contradictions sont trop marquées, les inimitiés trop clivantes et les fossés idéologiques et/ou religieux qui les séparent trop profonds, la probabilité de les souder ensemble en une seule identité ou une seule nation est infime.

B. L'hypothèse acceptée à l'époque de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY) selon laquelle les Serbes et les Croates étaient unis sous la bannière serbo-croate de Tito, ce dernier étant d'origine croate mais ayant choisi de siéger à Belgrade, et présidant un État où la langue serbo-croate était la *lingua franca* du Royaume puis de l'État fédéral, a créé la fausse image d'une coexistence harmonieuse de ses différents peuples dociles. Lorsque, dans les années soixante,

les Musulmans de Bosnie-Herzégovine ont défendu leur identité ethnique distincte, ils se sont vu accorder, sur la base du principe d'égalité, le territoire de la Bosnie-Herzégovine comme lieu de leur activité politique, même s'ils ne représentaient qu'une minorité.

C. L'intolérance mutuelle ainsi que la haine entre toutes les anciennes nationalités yougoslaves, en particulier entre les trois principales composantes de la République socialiste de Bosnie-Herzégovine (Serbes, Croates et Musulmans), qui avaient été contenues pendant toute la durée de la RFSY, ont explosé dès que les contraintes et les barrières ont été levées durant le conflit armé qui s'est déclenché dans différentes régions de l'ex-Yougoslavie.

D. Le casus belli qui déclencha la guerre civile en Bosnie-Herzégovine fut le référendum de 1992 sur l'indépendance, qui ignora la volonté explicite des Serbes de Bosnie-Herzégovine de demeurer dans la Yougoslavie, le pays dans lequel ils vivaient depuis 1918. La guerre en Bosnie-Herzégovine fut essentiellement une guerre civile et ethnique entre ses trois peuples - musulmans, serbes et croates - dans laquelle les Serbes de Bosnie-Herzégovine se battirent pour empêcher ce qu'ils considéraient comme un génocide rappelant celui de 1941 et pour défendre leurs droits humains en tant que peuple constitutif. En cela, la guerre de la Republika Srpska fut une guerre défensive. D'autre part, la formation du détachement d'El Mudžahid en tant qu'unité officielle de la Septième Brigade musulmane du Troisième Corps de l'armée de la République de Bosnie-Herzégovine (ARBiH), composée de combattants terroristes étrangers venus du monde entier, ainsi que leur modus operandi, leur propagande et leur lien avec les organisations terroristes internationales révélèrent le caractère et la nature de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, l'élite politique et religieuse musulmane (Alija Izetbegovic, le SDA et les oulémas de Bosnie) jouant un rôle crucial. À leurs yeux, la guerre civile en Bosnie-Herzégovine était sans aucun doute un djihad visant à libérer les terres musulmanes des infidèles et à établir dans les Balkans occidentaux un État islamique fondé sur la charia. L'Armée de la République de Bosnie-Herzégovine (ARBiH) fut créée comme un instrument au service du SDA et islamisée. L'ARBiH était totalement mono-ethnique et musulmane, elle n'avait donc aucun droit moral de revendiquer la mission de garantir l'égalité nationale et sociale des trois nations de la République de Bosnie-Herzégovine.

E. Le nouvel Etat (RBiH) internationalement reconnu a commis un acte d'agression contre la RFSY en attaquant son armée - la JNA - au sens de l'article 3 (d) de la définition de l'agression dans la Résolution 3314 des Nations Unies. Le "smoking gun" de cette agression fut la "Directive de protection de la souveraineté et de l'indépendance de la République de Bosnie - Herzégovine, strictement confidentielle N° 02/2-1" du 12 avril 1992. Cette directive désignait le SDS, parti politique légal du

peuple serbe disposant de 72 sièges au Parlement de la RBiH, comme "ennemi", et ordonnait aux troupes de l'ARBiH sur le terrain d'attaquer la JNA et les régions autonomes serbes. D'un point de vue militaire et politique, cette Directive n'était rien moins qu'une déclaration de guerre contre la RFSJ et son institution fédérale, la JNA, et contre le peuple serbe de Bosnie-Herzégovine. De son côté, le nouvel État croate fit d'énormes efforts pour étendre ses opérations militaires en Bosnie-Herzégovine, afin de s'allier aux Musulmans contre les Serbes dans le but d'obtenir une partie du territoire de la Bosnie-Herzégovine à l'issue de la guerre.

F. Sarajevo était la principale zone géographique des opérations de combat de l'ARBiH et de la VRS. La VRS n'avait pas l'intention de prendre toute la ville de Sarajevo, car cela n'était pas en accord avec la stratégie de la RS de réaménagement territorial et constitutionnel de la Bosnie-Herzégovine sur la base du recensement de la population de 1991. La VRS a décidé d'effectuer un blocus de Sarajevo afin de contraindre les dirigeants musulmans à accepter leurs conditions de paix, selon lesquelles la Republika Srpska devait recevoir une autonomie territoriale, politique et culturelle. La stratégie du gouvernement de la RBiH était de refuser toute autonomie politique et culturelle aux Serbes de Bosnie-Herzégovine et de conserver la Bosnie-Herzégovine en tant qu'État unitaire. Toute tentative d'autonomie raisonnable et de réaménagement constitutionnel était considérée par le SDA comme une "division ethnique". Cette stratégie exclusive et obstinée allait à l'encontre des souhaits d'une partie très importante de la population. L'ARBiH tenait à placer la totalité de Sarajevo sous son contrôle pour des raisons stratégiques, politiques et militaires, dont la principale était de présenter Sarajevo comme le symbole de la Bosnie-Herzégovine unitaire. Au cours de la lutte qui s'ensuivit, la VRS réussit à garder une partie considérable de Sarajevo sous son contrôle.

G. Au début de la guerre, la VRS jouissait clairement d'une supériorité sur l'ARBiH et le HVO pour ce qui concerne l'armement, notamment dans les secteurs de l'aviation, de l'artillerie et des blindés. Cependant dans certains territoires, la VRS ne fut pas en mesure de mettre à profit cet avantage en raison des restrictions imposées par la communauté internationale et parfois de la nature des combats. Cette supériorité fut perdue en 1994. Au début de l'année 1994, la CIA parvint à la conclusion que l'ARBiH était à égalité avec la VRS en termes d'armement et d'équipement. En ce qui concerne les effectifs, l'ARBiH a maintenu sa supériorité sur la VRS tout au long de la guerre.

H. La cruauté de cette guerre a inévitablement généré une multitude de crimes commis de tous côtés. Cependant, la stratégie du SDA visait à chasser la communauté serbe de Sarajevo. Le SDA a provoqué et encouragé les crimes commis contre la population serbe de Sarajevo par de nombreux gangs criminels et des unités régulières de l'ARBiH, qu'il s'agisse d'arrestations arbitraires, d'incarcération

dans des camps de concentration, de torture, de viol et de meurtre. Associés à une propagande anti-serbe virulente, ces crimes s'inscrivaient dans une campagne de nettoyage ethnique systématique qui aboutit à l'exode des Serbes de Sarajevo après les Accords de paix de Dayton. Cette campagne a eu un impact terrible sur la communauté serbe de Sarajevo. Au terme de cette campagne ciblée de terreur et d'intimidation, la communauté serbe de Sarajevo, si dynamique avant la guerre, avait totalement cessé d'exister.

I. Pendant la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, les Serbes de la Republika Srpska, de tous bords politiques, luttèrent contre la menace d'extermination et pour la défense de leurs droits civils. Ils revendiquaient leur droit de vivre dans la Yougoslavie constitutionnelle et internationalement reconnue dans laquelle ils vivaient depuis 70 ans. Le premier objectif de la création de la Republika Srpska fut de prévenir toute répétition des événements survenus pendant la Seconde Guerre mondiale, à savoir le génocide commis contre les Serbes dans l'État indépendant de Croatie. Le deuxième objectif était la préservation de la Yougoslavie. Lorsque les Musulmans et les Croates rejetèrent la Yougoslavie, l'objectif de la Republika Srpska passa de la préservation de la Yougoslavie à la préservation de l'autonomie politique et culturelle des Serbes avec des droits égaux en Bosnie-Herzégovine. Les Musulmans de Bosnie se battaient eux pour la création d'un État islamique indépendant, fondé sur la charia et dans lequel il n'y aurait pas de place pour une véritable autonomie politique et culturelle pour les Serbes. Cependant, l'échec de la création d'un État islamique en Bosnie-Herzégovine a été provoqué principalement par les États-Unis, car un tel résultat n'était pas conforme à leurs intérêts géopolitiques régionaux et internationaux. Les États-Unis étaient plus en faveur de l'établissement d'une fédération multiethnique orientée vers l'UE, mais qui s'est transformée avec le temps et s'est avérée complètement dysfonctionnelle à tous égards. Face à ce constat, les dirigeants radicaux ont modifié leur tactique et ont progressivement développé une infrastructure terroriste dans la région.

J. L'activité politique et la lutte pour l'établissement d'un État islamique à la suite de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, menées par les dirigeants politiques et religieux musulmans de Bosnie-Herzégovine, étaient inspirées par l'idéologie des "Frères Musulmans", la révolution iranienne et la création de l'État islamique pakistanais. Alija Izetbegović, membre de l'organisation des "Jeunes Musulmans", agissant un certain temps comme section de l'association musulmane "El-Hidaje", élaborait cette idéologie dans son programme politique panislamique appelé "Déclaration islamique". La "Déclaration islamique" a par la suite constitué le programme de son parti politique le SDA dont le premier cercle était composé d'anciens membres des "Jeunes Musulmans". Son fils Bakir Izetbegović, le SDA, et la Communauté religieuse islamique de Bosnie, dirigée par Mustafa Cerić, ont continué à mettre en œuvre son programme.

K. Dans cette guerre, les Musulmans bosniaques ont été soutenus par les États islamiques (notamment la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Iran et le Qatar), l'"ingérence humanitaire" des États-Unis et de l'OTAN, les interventions d'autres États étrangers (Royaume-Uni et certains pays de l'UE), des acteurs non étatiques et des entités spécifiques au sein d'organisations internationales, telles que l'ONU, l'OTAN et l'OSCE. Ils ont également reçu le soutien d'entreprises militaires privées (en particulier Military Professional Resources Incorporated), d'ONG islamiques internationales, de banques et d'entreprises transnationales islamiques, de services de renseignement, d'organisations terroristes internationales, de groupes islamistes radicaux, etc.

L. Si l'on s'en tient aux critères internationalement reconnus permettant de définir un siège, Sarajevo a connu un blocus plutôt qu'un siège. Les documents de l'état-major principal de la VRS et du corps de Sarajevo-Romanija utilisaient le terme tactique de blocus, alors que l'ARBiH et les médias utilisaient, pour des raisons de communication, le terme historique mais inapproprié de siège. La principale différence entre un siège et un blocus réside dans le choix des armes fait par l'attaquant. Historiquement, la famine a été l'arme principale des sièges. Cependant, en raison de l'effort de secours international et des livraisons massives d'aide humanitaire autorisées par la VRS à Sarajevo, la ville n'a pas connu de famine, arme principale de tout siège. Le contrôle de l'aéroport par la FORPRONU (29 juin 1992) a permis d'établir un pont aérien humanitaire qui, bien que fréquemment interrompu, a fonctionné pendant toute la guerre. En ce sens, le siège de Sarajevo ne peut supporter aucune comparaison avec le siège de Leningrad entre 1941 et 1944, ni avec le siège de Sébastopol entre 1941 et 1942. Le siège de Leningrad par les forces allemandes, finlandaises et espagnoles pendant la Seconde Guerre mondiale a provoqué la mort d'environ 1 500 000 soldats et civils en raison de la famine et des bombardements.

M. De 1992 à 1995, les Serbes de Sarajevo ont été soumis à un double blocus (interne et externe) et à une campagne de terreur planifiée au plus haut niveau de l'État par le SDA et menée par une entreprise criminelle conjointe incluant toutes les Institutions de l'État bosniaque. L'un des aspects spécifiques de cette campagne de terreur fut la création d'un vaste réseau de prisons privées, dirigé par des unités militaires aux ordres du SDA, où les pires atrocités (torture et viol collectif) ont été perpétrées. Cette campagne de terreur fut précédée et accompagnée d'une campagne de discrimination et de diabolisation visant les citoyens serbes de Sarajevo, qui ont été relégués au rang de citoyens hors-la-loi.

N. Les régimes islamiques radicaux, notamment les wahhabites d'Arabie saoudite,

les chiites iraniens et les mouvements terroristes comme Al-Qaida, ont profité de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine pour y envoyer des moudjahidines et former des universitaires bosniaques à la tête de groupes radicaux à Sarajevo et dans toute la Bosnie. Le socle idéologique reprenait celui d'organisations radicales musulmanes plus anciennes telles que les Jeunes Musulmans (organisation musulmane créée en Bosnie-Herzégovine dans les années 1930 et fidèle à l'idéologie, à la structure organisationnelle et au modus operandi des Frères Musulmans d'Égypte et entretenant avec eux des liens étroits) et El-Hidaje, organisation active depuis les années 1930.

O. Les événements de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine ont ouvert la voie au développement et à l'expansion d'une l'infrastructure terroriste régionale au cœur de l'Europe. Cette infrastructure représente de facto la pierre angulaire du prétendu califat des Balkans, dont la base opérationnelle est constituée par le réseau "paradžemati", les colonies whahhabites, les camps militaires terroristes, le réseau en perpétuelle expansion de mosquées et d'écoles islamiques, le réseau d'ONG et d'institutions financières islamiques internationales, sans oublier les partis politiques musulmans. La nature post-moderne du fondamentalisme islamique (Pan-islam), qui forme la base sur laquelle le califat des Balkans se construit, représente une menace directe pour la sécurité régionale et l'intégrité territoriale de pays tels que la Serbie, la République de Macédoine du Nord, le Monténégro et la Republika Srpska, mais également pour la sécurité mondiale. Leur objectif est le renforcement des structures islamiques transnationales et l'effacement des frontières nationales en vue de l'intégration des communautés islamiques de tous les pays occidentaux dans un espace politique panislamique unique.

P. Il est indéniable que l'image projetée en Occident de Musulmans victimes de «Serbes diaboliques» a été fabriquée par des agences de relations publiques américaines, également utilisées par les Croates. Les Serbes furent sans relâche présentés comme d'infâmes brutes qui méritaient d'être bombardés et détruits. En conséquence, les atrocités commises par les Musulmans bosniaques ont été ignorées ou dissimulées, parfois avec la complicité de la presse, alors que des crimes fabriqués de toutes pièces avec un luxe de détails ont souvent été attribués aux Serbes. La Cour internationale de Justice a jugé qu'il n'y avait aucune preuve de génocide visant les Musulmans bosniaques sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine. Le mythe bosniaque du génocide planifié par les Serbes à l'encontre des Musulmans bosniaques a définitivement été dissipé. Pendant la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, l'objectif était clair : le meilleur moyen de soutenir les Bosniaques n'était pas de les ravitailler en aide humanitaire mais de leur fournir des armes pour leur "guerre juste". Les campagnes de communication élaborées par l'agence américaine Rudder & Finn, et bien d'autres, d'abord au profit des causes croate et bosniaque, puis au profit exclusif des Bosniaques, ont présenté le blocus de

Sarajevo de façon binaire et manichéenne : d'un côté des victimes bosniaques, de l'autre des bourreaux serbes. En réalité, les victimes de cette terrible guerre étaient les malheureux de tous bords.

Q. Notre analyse montre que, des mois avant l'éclatement de ce violent conflit, les principaux médias occidentaux participèrent à la fabrication d'un archétype manichéen du combat opposant le "bien" au "mal", dans lequel le rôle du "mal" était exclusivement attribué à la partie serbe. Le récit qui accompagnait cet archétype était simple, le choix du camp à soutenir et des décisions étant dicté par la morale. Ce point de vue sur les guerres et les conflits qui ont éclaté pendant le processus de désintégration de la Yougoslavie a gagné la majorité des pays occidentaux, notamment lors des guerres en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Les Serbes étaient dépeints comme des agresseurs violents, tandis que les Musulmans bosniaques étaient présentés exclusivement comme des victimes innocentes de leurs attaques. Les médias et les ONG ont joué un rôle majeur dans la campagne de diabolisation des Serbes en diffusant de fausses informations et en focalisant leur attention et leur compassion sur la souffrance bien réelle des citoyens musulmans, mais en ignorant complètement la souffrance des citoyens serbes. Il y eut un manque d'intérêt certain de la part des journalistes pour des recherches qui auraient pu donner une meilleure compréhension de certains événements cruciaux. Malgré le nombre considérable de publications sur Sarajevo, la part essentielle du journalisme d'investigation a presque toujours été absente.

R. Si le référendum du 29 février 1992 fut le *casus belli*, les Accords de paix de Dayton, signés à Paris le 14 décembre 1995, furent la cause du grand exode des Serbes de Sarajevo, du mois de janvier au mois de mars 1996. Après les Accords de paix de Dayton, les Serbes des municipalités de Sarajevo (Grbavica, Ilijaš, Vogošća, Hadžići, Ilidža, Rajlovac, entre autres) qui, conformément à l'accord mentionné, appartenaient désormais à la Fédération croato-musulmane, ont décidé de quitter la ville, leurs maisons, leurs appartements et leurs biens, n'ayant pas d'autre choix en raison de la politique bosniaque visant à détruire l'intégralité de la communauté serbe dans la partie de Sarajevo sous contrôle musulman. Ils décidèrent également d'emporter avec eux les dépouilles de leurs proches enterrées dans les cimetières de la ville, car ils craignaient que leurs tombes ne soient profanées. L'exode massif des citoyens serbes de Sarajevo emportant avec eux les restes exhumés de leurs proches fut un événement sans précédent dans l'histoire des guerres civiles. Dans la partie de la ville de Sarajevo sous contrôle musulman, les citoyens serbes furent considérés de facto comme hors-la-loi et subirent la destruction méthodique de leur élite. Le transfert forcé des Serbes dans des camps et autres lieux de détention, les différentes formes de torture, le viol et le meurtre, la saisie de leurs biens et les licenciements injustifiés, et bien d'autres formes de violence (des exemples concrets figurent dans le rapport) visaient la destruction de toute la communauté serbe de

Sarajevo et aboutirent à cet exode historique.

S. Presque tous les auteurs de crimes contre des citoyens serbes ont échappé à la justice avec l'aide active des institutions de l'Etat bosniaque. Les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité à l'encontre des Serbes ont bénéficié d'une clémence exceptionnelle de la part des juges du tribunal pénal international (TPIY) et des tribunaux de Bosnie-Herzégovine, et le plus souvent d'une impunité totale. Les crimes contre les Serbes n'ont jamais été qualifiés pour ce qu'ils étaient : des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Les obstacles à la restitution des biens illégalement saisis (maisons, fermes, appartements, véhicules, objets de valeur, etc.) et l'absence de compensation pour les graves dommages subis (tels que les violences physiques, les licenciements, l'exposition à l'uranium appauvri) font partie de ce déni de justice. Des procès pour crimes de guerre ont abouti à des acquittements en raison de la rétractation, de la disparition ou de l'assassinat des témoins à charge. De nombreux témoins cités par l'accusation n'ont pas osé poursuivre leur témoignage, craignant pour leur vie et constatant l'incapacité du tribunal à les protéger. De nombreux suspects n'ont pas été inculpés, tandis que certains ont été acquittés en appel ou ont vu leur peine considérablement réduite. Les Serbes, en revanche, ont toujours été punis avec la plus grande sévérité, et il suffit de comparer le nombre d'inculpations et la sévérité des peines prononcées à l'encontre des différentes parties au conflit pour se convaincre de la partialité du tribunal.

T. Ce déni de justice est un facteur aggravant les séquelles psychologiques des victimes et entretenant les tensions entre les communautés. Au final, la population serbe d'une ville qui se veut tolérante et multiethnique a été quasiment éliminée par ceux qui se présentent toujours comme les principales victimes du conflit.

U. Près de 800 Serbes ont été portés disparus dans la partie de la ville de Sarajevo contrôlée par le SDA. Les institutions dirigées par les responsables bosniaques du SDA ont déployé d'immenses efforts pour dissimuler les crimes commis à l'encontre des citoyens serbes. À ce jour, 260 Serbes n'ont toujours pas été retrouvés. Le nombre de Serbes disparus est probablement plus élevé car des familles entières ont été éliminées sans qu'aucun survivant n'ait pu le signaler ; ces personnes disparues ne sont ni identifiées ni comptées.

V. Les victimes de violences physiques et psychologiques, comme celles liées à la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, ont été considérées à travers le prisme de la "suprématie blanche". Les Blancs d'Europe occidentale, tels que les Slovènes, les Croates ou les Bosniaques, sont considérés comme plus vulnérables à la souffrance que les Blancs de moindre importance comme les Serbes, les Juifs ou les Roms. Selon ce point de vue, le viol, la torture, le fait d'assister au meurtre ou à la torture

de sa famille ont beaucoup plus d'impact sur les victimes occidentales de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine que sur les Serbes, les Juifs ou les Roms.

W. Toute nouvelle analyse de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine est violemment rejetée comme étant l'œuvre de révisionnistes qui remettent en cause la version officielle. Des analyses circonstanciées mettant en doute la version médiatique officielle ont été faites, certaines à l'époque même du conflit, mais elles ont été ignorées ou discréditées par ceux qui ont intérêt à conserver la version définitive et simpliste de l'agresseur brutal martyrisant une victime innocente et non-violente.

X. Aujourd'hui, pour ceux qui n'ont pas été directement impliqués dans le conflit, le récit communément admis est que "les Serbes enragés" se sont abattus sur les paisibles Bosniaques, accumulant les meurtres et les viols dans leur quête d'une Grande Serbie. Il était alors du devoir paternaliste des Etats-Unis, de l'OTAN et de l'Union européenne d'agir en tant que protecteurs des infortunés Bosniaques. Ce récit d'un conflit opposant des Serbes barbares et des Bosniaques pacifiques est toujours en vigueur de nos jours, comme en témoigne l'effort médiatique concerté visant à rappeler constamment au monde les exactions des bourreaux Serbes sur les innocents Bosniaques, un récit qui ne mentionne guère le rôle joué dans ce conflit par des Yougoslaves plus "civilisés" - les Slovènes et les Croates - et leurs mandataires.

Y. Les personnes de toutes les parties au conflit des Balkans, anciens combattants et civils sans distinction, ont subi des traumatismes de guerre, directement ou indirectement.

Z. Vingt-cinq ans après la signature des Accords de Dayton qui mirent fin au conflit bosniaque et la cessation des hostilités en Bosnie-Herzégovine, il existe toujours un récit dominant décrivant les Serbes comme des agresseurs brutaux attaquant les Bosniaques, pour la plupart innocents, et à un moindre degré les Croates. Ce récit anti-serbe s'est imposé comme la version acceptable et incontestée de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, en particulier dans les principaux médias (télévision, films, livres, articles universitaires, etc.). Cette version a également porté préjudice aux organismes "officiels" tels que les tribunaux, les soi-disant ONG neutres et les organisations internationales comme l'OSCE.

Les conséquences à long terme pour les peuples et les pays concernés, pour les puissances qui ont voulu s'immiscer dans ces affaires ainsi que pour l'opinion publique mondiale en général, sont tout aussi importantes et risquent même de se prolonger dans un avenir indéterminé :

a. Il est très peu probable que les anciens Etats yougoslaves décident à un moment

donné de se regrouper à nouveau en un Etat unifié ou confédéral/fédéral.

b. La langue serbo-croate, qui constituait un espace de communication et de culture dans la majeure partie de la Yougoslavie, a été scindée en plusieurs langues "nationales" (serbe, croate, monténégrin et bosniaque/bosnien), chacune revendiquant sa singularité par rapport aux autres et même son extranéité. Ce séparatisme linguistique produit à long terme un éloignement ethnique, culturel et politique.

c. Le lourd passé conflictuel et ses séquelles toujours présentes au sein des différents groupes ethniques et religieux de l'ex-Yougoslavie feront longtemps obstacle aux relations de coopération et d'amitié entre les États désormais indépendants, et entretiendront la suspicion et la méfiance, à l'instar de ces contrôles absurdes mis en place sur leurs frontières, aux endroits qui étaient auparavant ouverts et accueillants.

d. Alors que d'importants cadres musulmans radicaux ont été formés en Bosnie, avec une longue succession de combattants et d'idéologues du Jihad, le pays est reconnu comme un centre de la pensée et de l'activité islamiques salafistes, soutenu par des partenaires étrangers iraniens et turcs, par le biais de la daw'a et de la diplomatie ouverte, et par des activités subversives secrètes, impliquant des mouvements de jeunesse et des entraînements militaires secrets. Toute une infrastructure islamiste terroriste s'est développée dans la région. Aujourd'hui, dans les réseaux mondiaux des organisations terroristes islamistes, la région occidentale des Balkans, qui fait partie de l'Europe du Sud-Est, est utilisée pour recruter de nouveaux combattants, planifier et préparer des actes terroristes à l'étranger, offrir un asile aux combattants locaux revenant des "points chauds" et aux combattants terroristes étrangers ne résidant pas dans les pays des Balkans. Un soutien logistique, médical, social, idéologique et politique est fourni aux activités des groupes terroristes internationaux. Ces activités s'accompagnent de la propagation de l'islam radical dans la région et, de là, dans toute l'Europe. Ce réseau terroriste islamiste régional, dont le centre se trouve à Sarajevo, entretient des liens étroits avec les dirigeants musulmans de Sarajevo (plus précisément avec le SDA et ses partis musulmans satellites) et, en tant que tel, représente une menace directe pour la sécurité non seulement des pays des Balkans en tant que partie de l'Europe du Sud-Est et de l'Europe dans son ensemble, mais aussi de nombreux pays et régions, tels que la Russie, les États-Unis, Israël, le Moyen-Orient, l'Asie centrale, etc.

e. Le parti pris anti-serbe qui s'est établi en Occident, bien que vivement contesté par la Russie, sera très difficile à effacer, compte tenu de l'abondance de fausses informations et d'atrocités fabriquées qui ont été imputées aux Serbes. Ce parti pris initié par l'Administration américaine et fortement entretenu par la presse européenne, fut justifié a posteriori par la participation des forces de l'OTAN aux

bombardements de la Serbie. Associés aux crimes réels commis par les Serbes, comme à Srebrenica, ces éléments apparurent comme une preuve irréfutable du caractère intrinsèquement mauvais des Serbes. À l'inverse, de nombreux actes d'horreur commis à l'encontre des Serbes, qui sont décrits et documentés tout au long des chapitres du présent rapport, ont été intentionnellement ignorés ou édulcorés par les médias occidentaux, faisant injustement porter tout le poids de la responsabilité sur les Serbes.

Avoir rétabli l'équilibre de la vérité aura été la principale réalisation de cette Commission d'enquête. Seule une analyse objective du conflit et une justice impartiale permettront d'apaiser les souffrances et de parvenir à la réconciliation. Les conclusions générales font partie intégrante du rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur les souffrances des Serbes entre 1991 et 1995.